3. Troisième moyen tiré de la violation de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du fait de l'inscription sur la liste des sanctions — violation des articles 6, 8, 16 et 17 lus en combinaison avec l'article 52 de la Charte.
4. Quatrième moyen tiré du caractère à ce point vague de la terminologie utilisée dans la décision (PESC) 2022/1530 ⁽⁴⁾ que son application en est arbitraire — violation du principe de sécurité juridique.
5. Cinquième moyen tiré de la discrimination sur laquelle est fondée la sanction. Des personnes se trouvant dans une situation comparable n'ont pas fait l'objet de sanctions et le requérant n'a été sanctionné que parce que 1) il est riche, 2) il est politiquement neutre et 3) il est un homme d'affaires russe.
6. Sixième moyen: le Conseil doit être condamné aux dépens en ce que le requérant ne s'est vu contraint d'introduire la présente procédure que parce que le Conseil n'a pas donné suite à sa demande de réexamen.

⁽¹⁾ JO 2022, L 239, p. 149.

⁽²⁾ JO 2022, L 239, p. 1.

⁽³⁾ Règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine (JO 2014, L 78, p. 6).

⁽⁴⁾ Décision (PESC) 2022/329 du Conseil du 25 février 2022 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine (JO 2022, L 50, p. 1).

Recours introduit le 8 décembre 2022 — bet365 Group/EUIPO (bet365)

(Affaire T-764/22)

(2023/C 35/99)

Langue de la procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: bet365 Group Ltd (Stoke-on-Trent, Royaume-Uni) (représentants: J. van Manen et E. van Gelderen, avocats)

Partie défenderesse: Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)

Données relatives à la procédure devant l'EUIPO

Marque litigieuse: Marque de l'Union européenne figurative comportant l'élément verbal «bet365» — Demande d'enregistrement n° 18 479 799

Décision attaquée: Décision de la quatrième chambre de recours de l'EUIPO du 19 septembre 2022 dans l'affaire R 622/2022-4

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision attaquée;
- condamner l'EUIPO aux dépens.

Moyens invoqués

- violation de l'article 7, paragraphe 1, sous c), du règlement n° 2017/1001;
  - violation de l'article 7, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 2017/1001.
-